

SASU Byzance Sud Arrageois (B.S.A.)

Siège social: 46 bis Route Nationale - 62490 VITRY EN ARTOIS

BAREME DES HONORAIRES

Tél.: 03.91.20.23.35. Email: contact@manetie.com au capital variable de 50 000€. Présidente Stéphanie MIQUELOT. RCS Arras 529 064 834 - SIRET 529 064 834 00045 - TVA intracom. FR04 529 064 834 Carte professionnelle délivrée par la CCI ARTOIS N° CPI 6201 2018 000 029 181

Sans Garantie Financière - Code NAF 6831 Z **www.manetie.com**

I - HONORAIRES TTC TRANSACTIONS IMMEUBLES:

Honoraires TTC à la charge du vendeur ou, sur option, à la charge de l'acquéreur. Tranches non cumulables

Calculés sur le prix de vente net vendeur :	Taux appliqué :
Jusque 49.999 €	6.000,00 €
De 50.000 € à 70.000,00 €	7.000,00 €
De 70.001 € à 80.000,00 €	7.500,00 €
De 80.001 € à 90.000,00 €	8.000,00€
De 90.001 € à 99.999,00 €	8.500,00 €
De 100.000 € à 149.999 €	9.000,00 €
De 150.000 € à 199.999 €	9.500,00 €
De 200.000 € à 249.999 €	12.000,00 €
De 250.000 € à 299.000 €	13.000,00 €
Au-delà de 300.000 €	5,00 %

II - HONORAIRES TRANSACTIONS TERRAINS :

Honoraires TTC à la charge du vendeur ou, sur option, à la charge de l'acquéreur.

7 % du prix de vente « net vendeur », avec un forfait minimum de 6.000 €.

III - HONORAIRES TTC* LOCATIONS HABITATIONS NUES OU MEUBLEES:

- Honoraires négociation à charge exclusive du bailleur : 1 % du loyer annuel TTC.
- Visites, constitution du dossier du locataire, rédaction du bail :

Charge du Bailleur : 6,5 % du loyer annuel

Charge du Locataire : 6,5 % du loyer annuel, plafonné à 8 € TTC / m².

- État des lieux :

Charge du Bailleur: 1,75 % TTC du Loyer annuel,

Charge du Locataire : 1,75 % TTC du loyer annuel TTC plafonné à 3 € TTC / m².

IV - HONORAIRES HT* LOCATION LOCAUX COMMERCIAUX / PROFESSIONNELS:

- 30 % du loyer annuel HT, dont 50 % à la charge du propriétaire et 50 % à la charge du locataire.

* TVA : 20 %

« Le professionnel doit veiller à appliquer effectivement les prix affichés dans la majorité des transactions de vente auxquelles il participe. Les rabais par rapport au barème sont autorisés : il est possible de déroger à ce barème de prix dans le cadre des négociations, mais dans des limites proches des conditions pratiquées, seulement à la baisse, et pour des affaires particulières » (réponse ministérielle n⁰ 1209 du 31 octobre 2017, JOAN p. 5300).